Pierre Dockès
Cercle des économistes

Faut-il avoir peur pour nos emplois ?

Faut-il avoir peur pour les emplois existants à un moment et dans un pays donnés ? Et bien sûr nous pensons à la France aujourd'hui. La réponse est évidemment oui. Les emplois ne sont pas un trésor gardé par un dragon. Même s'il existe des acquis multiformes de l'histoire, eux-mêmes à la fois précaires et modifiables, les emplois sont en perpétuel renouvellement. Tenter de les conserver par une stratégie seulement défensive peut même être préjudiciable aux emplois du futur. Le processus schumpétérien de « destruction créatrice » est à l'œuvre qu'on le veuille ou non, et ceux qui se rêvent en anges protecteurs risquent fort de faire la bête tant le coût de la protection d'emplois voués à la disparition prochaine peut être élevé au préjudice d'emplois du futur. Cela ne signifie pas cependant qu'il suffise de laisser le processus de destruction se développer pour qu'il y ait création de nouveaux emplois ! La destruction créatrice est plutôt une « création destructrice » et les espaces comme les secteurs ou les entreprises où se font l'une et l'autre ne sont généralement pas les mêmes. Les emplois de demain ne peuvent qu'être le résultat d'une politique offensive des entreprises et de l'État. Il est plus que temps : depuis 1975, la France subit un déficit annuel moyen de croissance du PIB par habitant de 0,4 point par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE (surtout les États-Unis, mais également l'Allemagne, l'Europe du Nord), l'emploi industriel y a été divisé par deux (de 25% à 12%, soit deux millions d'emplois) et depuis dix ans, les parts de marché de la France à l'exportation y diminuent de plus de 3% par an, contre 1,6% pour l'Allemagne.

Une première série de questions concerne *le type d'emploi*. Faut-il laisser le cours du progrès technique et de la spécialisation internationale jouer librement ou tenter de l'orienter ? Dans ce dernier cas, quels emplois sont désirés pour l'équilibre d'une société ? Quels emplois sont estimés les plus porteurs de dynamisme économique ? Faut-il préférer une économie complexe conservant son agriculture, retrouvant une puissance industrielle largement entamée ou laisser continuer le processus de désindustrialisation pour ne jouer finalement que les services ? Cette dernière hypothèse serait catastrophique pour l'équilibre d'une grande nation et en terme de gains de productivité, donc d'emploi et de niveau des salaires. Aussi faut-il jouer sur les emplois les plus qualifiés et les activités « haut de gamme » dans la compétition internationale. « Monter en gamme » est une nécessité pour faire face à la concurrence des pays à bas salaires (pays émergents et pays du Sud ou de l'Est de l'Europe), mais on sait l'économie française « prise en tenaille » ; la compétition est sévère sur les créneaux des hautes performances, l'histoire a déjà distribué les places dans nombre d'industries et l'existence de rendements croissants ne rend pas facile la redistribution. Le poids de l'histoire, les avantages comparatifs font que l'on ne peut raisonner globalement, mais industrie par industrie. On ne peut jouer sur tous les tableaux, au sein de chaque secteur ; la dislocation et la délocalisation transnationales des chaînes de valeur sont devenues un fait majeur, il s'agit de conserver les chaînons les plus créatifs, les plus adaptés à une main d'œuvre fortement qualifiée. La formidable innovation de l'Angleterre du XVIIe siècle avait été de penser et de mettre en œuvre une politique commerciale acceptant un déficit avec des pays producteurs de matières premières ou de produits semi-finis (les Indes) pour les réexporter manufacturés vers d'autres pays (Europe, Amérique). Aujourd'hui, pour conserver et générer des emplois compétitifs, il faut accepter, encourager même, l'accroissement des importations de « moments » du procès de production ; ainsi pourra-t-on conserver en amont la création et l'organisation, en aval l'assemblage, la finition, la commercialisation, finalement la maîtrise du produit.

Comment générer les emplois de l'avenir ? Comment développer une dynamique où ce qui meure est moins important que ce qui se crée ? Dans une économie mondialisée, les réponses sont connues, les trois mots clés étant *formation, innovation, compétition*. Mais leur mise en œuvre est complexe et souvent contradictoire. Dans les trois cas, elle suppose une politique qui ne soit pas à courte vue. Si le défi pour les entreprises est de mener une stratégie à long terme alors que les pressions, particulièrement patrimoniales, du court terme sont très fortes, le rôle de l'État (comme l'enseigne toute la théorie économique) est de dégager les voies et les moyens du long terme.

La formation est essentielle. La France a réussi l'indispensable démocratisation de l'éducation mais du primaire au supérieur, elle a en partie sacrifié la qualité de la formation,. L'université, abandonnée sans pouvoir de sélection, sinon par l'échec, dérive loin des standards anglo-saxons. L'apprentissage a été négligé et on peine aujourd'hui à retrouver une formation professionnelle de qualité. La réforme du collège renforce les errements passés. Au-delà des explications conjoncturelles qui impliquent tous les gouvernements, il faut sans doute incriminer une forme d'arrogance nationale, l'idée que nous avions reçu l'excellence en héritage. Ce processus de dégradation au long cours (un demi-siècle) demandera plusieurs décennies pour être corrigé, en espérant que les réformes soient entreprises. Rien ne sera possible sans cela car seul un intense effort de qualification soutiendra les deux autres termes de l'équation.

L'innovation et la compétition ne peuvent se penser séparément. Concernant les emplois, dans un monde où la compétition mondiale est généralisée, l'innovation est à la fois la solution et le problème. La compétitivité *hors-prix* passe par l'innovation de produit, l'amélioration de la qualité ; sans elles, les carnets de commande resteront vides ou pauvres en valeur ajoutée. En outre, la montée en gamme permettra de limiter la sensibilité des exportations françaises au taux de change, héritage d'un passé où celles-ci devaient être régulièrement dopées à la dévaluation alors que celles de l'Allemagne étaient maintenues sous tension par les réévaluations. Cela passe par un effort de recherche, en particulier par l'augmentation des dépenses privées. Malgré leur progression grâce au CIR (crédit impôt recherche), les dépenses des entreprises françaises en R&D ne sont encore que de 26 milliards d'euros contre 45 pour leurs homologues allemandes.

Quant à la compétitivité-prix, observons d'abord que la voie de la baisse relative des salaires réels est difficile à réaliser (les salaires nominaux sont rigides à la baisse, l'inflation n'est pas à l'ordre du jour), vaine (la voie du bas de gamme est sans issue, la France ne battra pas la Roumanie ou le Maroc sur ce terrain) et dangereuse économiquement (la consommation reste un élément majeur de la demande pour de nombreux secteurs, donc de l'investissement), socialement et politiquement. Quant aux charges sociales que paie l'entreprise , il est clair qu'avoir fait du salaire l'assiette du financement de la sécurité sociale ne peut qu'être négatif pour l'emploi. Un effort considérable de réduction a déjà été réalisé grâce au rapport Gallois, au CICE et au Pacte de responsabilité. Cependant opérer ce transfert sur d'autres prélèvements, la TVA en particulier, n'est pas indéfiniment extensible et le recours à la réduction des dépenses publiques limite d'autant la baisse du déficit. Ces mesures générales visent à accroître les marges de toutes les entreprises escomptant un effet sur l'investissement et l'emploi, elles ne ciblent pas particulièrement l'industrie et les secteurs « exposés » et le risque est de mettre en œuvre d'importants effets d'aubaine.

À long terme, pour renforcer la compétitivité-prix, rien ne peut remplacer le recours aux innovations de procédé. Après la mécanisation, après l'automatisation qui suppose la spécialisation des tâches, la robotisation qui se substitue au travail humain complexe se généralise à grande vitesse dans

l'industrie, dans les transports (des véhicules autonomes devraient être commercialisés dans cinq ans) et dans les services[1].

Mais si le progrès technique est la solution, il est aussi le problème : plus de 80% des pertes d'emplois industriels sont dus au progrès technique et à la substitution capital-travail. Dès les débuts de l'ère industrielle, les innovations technologiques ont été considérées comme l'adversaire de l'emploi et le processus s'est continué, par à-coups, jusqu'à nous. À la fin du dernier siècle, la grande peur pour l'emploi était les délocalisations. Elle n'a pas disparu, mais de plus en plus la robotisation devient le nouveau diable dévoreur d'emplois. On retrouve de vieux débats. Sismondi estimait déjà que les machines se substituaient aux travailleurs et que ceux-ci, mis au chômage, ne consommaient plus guère ; l'emploi en était encore affecté. On sait la réponse de Ricardo, on sait moins son spectaculaire retournement. Puisque le capital national n'est pas atteint et que les capitalistes ne sauraient le laisser (longtemps) inactif, explique-t-il d'abord, le capital libéré dans tel secteur s'investira nécessairement dans tel autre, d'où des embauches, et en particulier dans les secteurs qui produisent les machines. Pourtant, revenant sur ses propres analyses, Ricardo avoue s'être trompé et justifie les peurs des travailleurs qui vient dans les machines leurs ennemis. Il craint alors qu'une fraction du capital ne soit plus employée à salarier les travailleurs, mais à acquérir des machines et que l'innovation, au lieu d'élever le produit brut, ne fasse qu'accroître le produit net[2]. Le PIB reste constant, mais sa répartition se modifie. Là se trouve probablement un élément de réponse au mystère de la stagnation actuelle de la productivité alors même que l'on est en présence d'un flux massif d'innovations. La « stagnation séculaire » observée par Robert Gordon, Larry Summers ou Tyler Cowen et la montée des inégalités s'expliqueraient ainsi conjointement.

Dans la situation présente où la concurrence mondialisée pénètre les économies en profondeur et où la concurrence internationale est schumpétérienne, dynamique, l'innovation de procédés *labour saving*, y compris la robotisation, est nécessaire et souhaitable, même si elle détruit des emplois existants. Mieux vaut en effet que des emplois soient perdus par la robotisation des processus de production domestiques plutôt qu'ils ne le soient par la concurrence d'importations produites sous robotisation. Et ils ne peuvent être gagnés que par les gains de productivité dus aux innovations de procédé, que par l'abandon des fractions peu valorisables des chaînes de valeur, que par les innovations de produits haut de gamme dans l'agriculture et l'industrie comme dans les services.

Mais l'innovation ne se décrète pas. Elle suppose un support, l'investissement en R&D, en acquisition de nouvelles « machines », en nouvelles organisations, en prospection, en croissance externe par acquisition de start-ups innovantes… Or les entreprises n'investissent que si elles anticipent des marchés à venir et l'investissement productif reste aujourd'hui trop faible. L'opposition doctrinale entre économie de l'offre et économie de la demande est stérile dans une situation où les rendements croissants et donc les phénomènes cumulatifs sont présents. La France peine à conserver et à créer des emplois, ses entreprises n'investissent pas suffisamment et se privent ainsi du support matériel de l'innovation, parce qu'elles sont confrontées à la faiblesse de la demande, mais la demande est aujourd'hui mondiale. Ce n'est qu'en captant celle-ci par une « économie de l'offre » offensive, donc par l'innovation de produit et de procédé, également d'organisation, de commercialisation, par une rénovation du système productif, au risque de la destruction d'emplois existants, qu'il est possible de conquérir des emplois.

La difficulté rebondit, interdisant les visions simplistes. Si la compétitivité est « l'horizon indépassable » de nos politiques, on ne saurait la promouvoir par une politique statique consistant à

---

[1] La robotique de service est un marché émergent en rapide essor. Le marché mondial estimé à 25 milliards d'euros en 2015 serait de 100 milliards en 2018 et 200 milliards en 2023 (selon l'*International Federation of Robotics*).

[2] On retrouve le « paradoxe du cheval mangeur ».

dégager un surplus exportable en restreignant la consommation, en comprimant les salaires afin de dégager davantage de marge, en mettant en œuvre une politique d'austérité au risque d'une spirale baissière cumulative. Les marchés sont mondiaux certes, mais ils restent largement domestiques pour de nombreux secteurs, et si la relance dans un seul pays est devenue aussi dommageable que jadis le socialisme dans un seul pays, il faut ménager ce soutien à l'investissement qu'est la consommation domestique, surtout dans un univers de rendements croissants.